

ment aux agriculteurs au cours de l'été et de l'automne. Profitons de cette occasion pour leur expliquer les avantages du système métrique.

M. Mazankowski: Profitez-en pour proclamer des élections.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Ne cherchez pas à masquer les difficultés. Promettez aux agriculteurs que vous n'allez pas modifier le cadastre. Si le gouvernement se donnait la peine de faire cela, nous serions tous prêts à collaborer pour essayer de convaincre les gens. Au bout de quelques années, on s'habituerait à parler de tonnes plutôt que de boisseaux. Cela ne serait pas trop difficile. Il s'agirait de faire un simple calcul mental. Mais nous aurons beaucoup de mal à convaincre les agriculteurs qui se servent de mesures très précises pour la pulvérisation d'insecticides sur leurs champs; ils doivent calculer le nombre d'onces par acre, la quantité précise, la pression précise et la vitesse optimale de pulvérisation. Si ces calculs ne sont pas bons, ils perdent toute leur récolte et toute leur année de travail. Si vous les obligez à se servir de millilitres par hectare, ils vont devoir faire leurs calculs dans les champs, sans la sécurité qu'on peut avoir dans un bureau, avec un ordinateur. Ils risquent de faire des erreurs et de subir des pertes énormes.

Il reste à faire des efforts de persuasion et d'éducation au niveau de l'individu et les hommes politiques devraient y prendre part. Si on omet de consulter la population avant d'essayer de la persuader, consciemment ou presque inconsciemment, l'opposition sera féroce. Ce que nous voulons, c'est être certain que le gouvernement ne se serve pas de sa position majoritaire pour faire adopter la loi qui, de l'avis du public, n'a pas été suffisamment préparée. Tel est notre objectif.

Il y a une chose que nous n'accepterons pas, le changement des mesures d'arpentage. Ce n'est pas nécessaire. Ce sera inutilement coûteux. Ces dispositions soulèveront une tempête politique qui ajoutera un autre facteur de discorde dans notre pays et accentueront l'aliénation du peuple à l'égard du Parlement et du gouvernement. Je propose, appuyé par le député de Red Deer:

Que tous les mots après «Que» soient supprimés et remplacés par ce qui suit:

«le bill C-23, tendant à faciliter la conversion au système métrique, ne soit pas lu maintenant pour la 3^e fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, afin qu'il réexamine les articles 2, 6, 8 et 10, à la lumière de nouveaux témoignages qui pourraient être obtenus de l'industrie céréalière, surtout des céréaliculteurs.»

Essentiellement, cette motion réalise la promesse du ministre. Je dis, en terminant, avec autant de conviction que je le peux, qu'il ne s'agit pas d'une question de vie ou de mort pour notre pays. C'est essentiellement en vue de permettre à nos entreprises internationales qui font des affaires sur les marchés mondiaux d'utiliser des unités reconnues dans le monde entier. C'était pour augmenter notre productivité ou notre efficacité au niveau du commerce mondial. Je ne pense pas qu'on ait jamais voulu porter atteinte aux traditions culturelles séculaires.

En dépit de ce que m'ont dit les agriculteurs et les gens de ma circonscription au sujet de leur opposition à l'emploi de tonnes et de millilitres au lieu d'onces, je suis prêt à les rencontrer pour leur dire que c'est finalement une meilleure façon, plus simple, et que s'ils font attention pour ne pas faire

Système métrique

d'erreurs, ils peuvent l'apprendre. Leurs enfants pourront certainement se servir d'un système plus facile que le système impérial.

Je pense exprimer l'opinion de bien des gens sur cette question. Cependant, je sais que nous devons faire face à une forte opposition. Le gouvernement a tellement énervé les gens à ce propos, qu'il est très difficile d'en parler raisonnablement. Cela est dû à la maladresse du gouvernement. Le gouvernement a refusé la proposition que j'ai faite au cours du débat de la deuxième lecture, pour faire enlever «hectare». Il n'a pas accepté les sept ou huit amendements que nous avons proposés en comité. Tous les membres du parti libéral ont voté contre. Malgré tout, j'espère qu'ils y repenseront, qu'ils retourneront le bill au comité et ne le représenteront pas avant que le ministre ait terminé ce qu'il a promis de faire. Pour ce qui est des agriculteurs, on ne peut le leur imposer que dans la mesure où ils le voudront bien.

Il ne faut pas imposer ce système de force aux agriculteurs. Ce serait contraire aux intérêts du pays. Nous avons toujours vendu notre grain selon le système métrique. Nous nous sommes servis de ce système pendant un siècle sans jamais inquiéter le travailleur de l'élevateur ou de la ferme. Nous voulons maintenant les embêter au nom de l'unité économique. Corrigeons la situation. Tous les partis appuient le principe. Tâchons d'avoir l'appui de tous les partis plutôt que d'imposer ce changement de force. Mon opinion est bien connue. Si vous vous en remettez à un certain genre de fonctionnaire, il ne sera compétent que pour faire une seule chose, à bien tout régler et mettre en place. Les fonctionnaires aiment l'ordre. Cette attitude est souvent pour nous qui sommes en politique une source de difficulté. Si le politicien faisait son devoir et s'exprimait au nom de la population, nous pourrions corriger la situation.

Ce n'est pas tout. Le gouvernement a accueilli parmi ses membres un grand adversaire du système métrique. Tout le monde dans l'Ouest sait que si le gouvernement ne renonce pas à la conversion au système métrique, cela prouvera que cette personne n'a aucune influence au sein du cabinet. Et ce sera fini pour elle. C'est peut-être ce que cherche à faire le premier ministre (M. Trudeau). Je n'en sais rien. Mais je connais la politique de l'Ouest. Si le député de Crowfoot (M. Horner) ne réussit pas à faire changer d'avis au gouvernement quant à la conversion au système métrique, dit-on, il sera devenu ministre pour rien et il ne sera plus question de convaincre certaines têtes de file de l'Ouest de se joindre au parti libéral, car ils comprendront que la promesse faite implicitement par le premier ministre au député de Crowfoot au moment de sa nomination ne valait rien.

● (1150)

Il s'agit d'un problème critique. C'est un problème économique et une question de bon sens.

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est aussi une question de conscience.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Comme le gouvernement a commis une erreur à cet égard, qu'il accepte au moins, grands dieux, d'examiner sérieusement cet amendement, de l'adopter, d'interrompre le débat et de passer à d'autres questions.